

23 janvier 2012

Lettre type

Objet: Requête des gouvernements locaux et régionaux auprès des négociateurs du document final de Rio+20

Monsieur le Ministre,

C'est en tant que Maire/Président de [nom de la ville ou de l'association] que je vous écris concernant les engagements internationaux sur le développement durable qui doivent être décidés à la Conférence de Rio+20 en juin 2012, et en particulier concernant la première version du document final.

Les autorités locales et régionales ont été un acteur clé des négociations en 1992 et reconnues comme tel au titre du chapitre 28 de l'Agenda 21.

Aujourd'hui, les collectivités de toutes tailles et en particulier les villes, qui hébergent plus de 50% de la population mondiale, ont besoin d'une reconnaissance forte de leur rôle et demandent un plus grand soutien politique et financier pour continuer à appuyer la mise en œuvre de l'agenda du développement durable.

Nous nous réjouissons de la reconnaissance du rôle des villes et des gouvernements locaux et régionaux dans le texte actuel et demandons votre soutien pour garantir que le texte :

1. En accord avec et dans le respect des constitutions et législations nationales, reconnaisse le rôle des villes et des autorités locales dans la mise en œuvre des politiques de développement durable ;
2. Mette en place les mécanismes adéquats pour répondre aux besoins des autorités locales et régionales et leur permettre de mettre en œuvre leurs engagements locaux, régionaux, nationaux et internationaux.
3. Reconnaisse la culture comme quatrième pilier du développement durable

Vous trouverez en pièce jointe les paragraphes que nous souhaitons voir conservés ainsi que les amendements proposés à la première version du document final afin d'atteindre les objectifs ci-dessus mentionnés. Nous comptons sur votre soutien pour les appuyer dans les négociations.

Je vous remercie par avance de votre soutien et vous prie d'agréer, Madame/Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

[Maire]

[Président d'une Association nationale de Gouvernements locaux]

PJ : Proposition d'amendements au texte en négociation